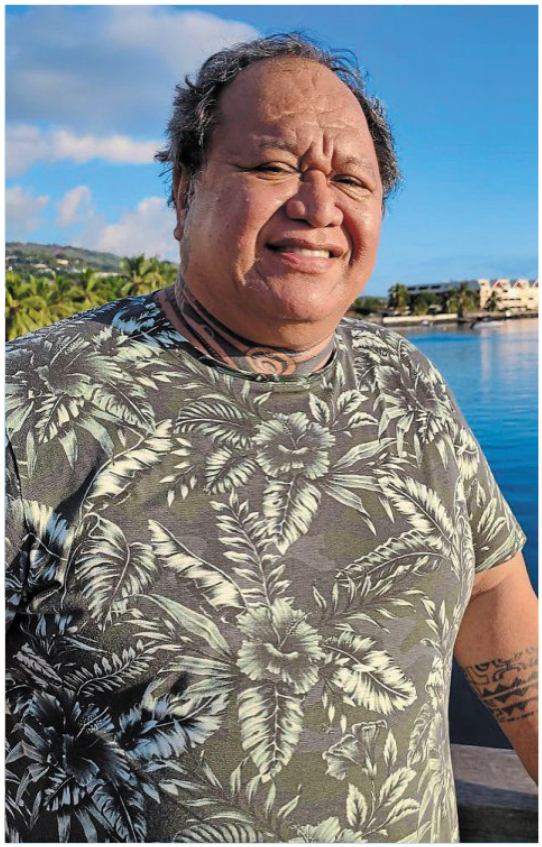
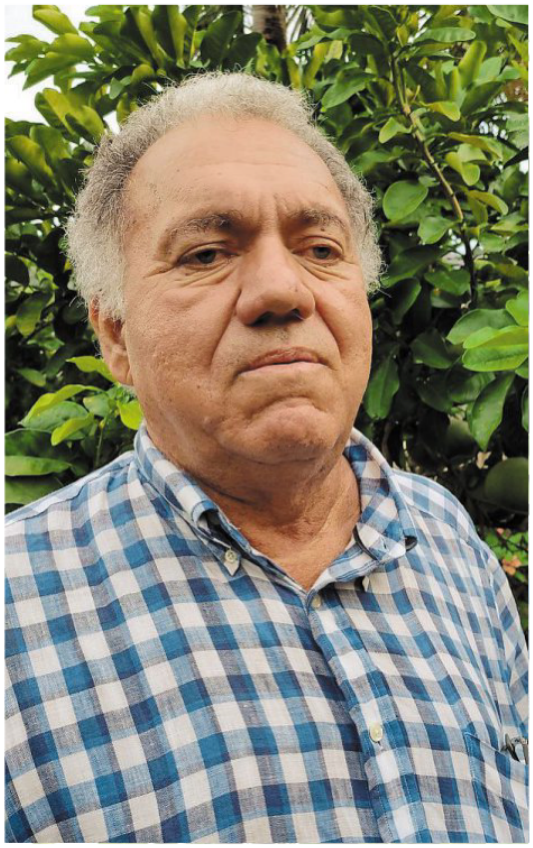
corps et la mémoire

La bombe, c'était aussi la promesse d'une vie meilleure

Évoquer la période des essais nucléaires en Polynésie, c'est aussi accepter d'écouter une vision émaillée de paradoxes, d'ambivalence voire de nostalgie. Bien que reconnaissant les conséquences désastreuses, certains militants de l'indemnisation n'occultent pas ce que **« la bombe a également apporté de bien au pays »,** comme le lâche sans ambages Yannick Lowgreen, président de Tamarii Moruroa. Cette association polynésienne a été créée, il y a quinze ans, **« pour dire une autre part de vérité et notamment réhabiliter l'image de ceux qui ont bossé sur les sites ».**





Michel Arakino (à gauche), ancien scaphandrier, entre vérité et fierté. Yannick Lowgreen (à droite), ancien technicien, veut éviter les amalgames.

| Photo : Valérie Parlan, Ouest-France

Titre de reconnaissance

Cet ancien technicien du service des forages au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), à Mururoa, ne digère pas que les personnels civils et militaires aient, parfois, été **« injustement traités de complices de crime ».** L'ancien salarié du nucléaire, aujourd'hui chef d'entreprise dans le bâtiment, le répète : **« Les petits comme nous ne savaient pas la dangerosité. »** Eux y voyaient **« les bénéfices au quotidien ».** De l'argent pour leurs familles, et le gage **« du développement de la Polynésie qui vivait sans aucune modernité ».** Les politiques locaux, les églises, **« tout le monde s'est servi de cette manne ».**

Alors entendre **« qu'on aurait participé à salir le pays, c'est dur ».** Yannick Lowgreen assume de **« dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas »** en reprenant un argument qui en fait tiquer plus d'un : **« Le nucléaire ne doit pas cacher ce qui nous cause ici du mal comme l'obésité, les pesticides... »**

Si l'association accompagne les victimes dans leurs démarches d'indemnisation, elle s'attelle tout autant **« à la mémoire des services rendus à l'édification de la force de dissuasion nucléaire ».** Avec, par exemple, la militance pour accorder aux anciens travailleurs un titre de reconnaissance de la nation afin d'ouvrir d'autres droits.

« J'étais loin d'imaginer »

Cette **« fierté »** d'avoir construit la vaillance de la France, l'ex-militaire en poste à Mururoa, Michel Arakino, la confie aussi. Trésorier de Moruroa e Tatou, une autre association locale de défense des anciens salariés des sites, ce gamin de l'atoll d'Hao s'est engagé, dès ses 17 ans, dans l'armée. Quand il plonge dans ses souvenirs, l'ancien scaphandrier entonne encore avec émotion le chant des commandos. **« À l'époque, pour avoir l'honneur de servir la patrie, on était nombreux à accepter n'importe quel poste, quitte à récurer les chiottes avec une brosse à dents ! »** S'engager, c'était aussi la promesse des grands voyages. **« Alors quand on vous proposait du travail pour les essais, en plus chez nous, ça ne se refusait pas. »**

Le revers sombre de sa mission lui pétera à la figure des années plus tard : **« Je me disais bien que le nucléaire, exploité comme une arme, ça pouvait tuer. Mais j'étais loin d'imaginer ces cancers, cette catastrophe écologique. Et que je me battrais pour savoir la vérité sur ce boulot qui, paradoxalement, sert bien à la France pour contenir l'actuelle folie de la guerre des Russes en Ukraine. »** Aujourd'hui, il pense à l'avenir de ses enfants et petits-enfants. Par un acte fort : la reprise d'études dédiées à la protection de l'environnement.

« Du Pacifique au Sahara, n'oublier aucune victime... »

Entretien

Jean-Louis Camuzat, président de l'Association des vétérans des essais nucléaires (Aven).

| Photo : Jean-Louis Camuzat

Comment l'Aven a-t-elle créé ce pont entre la Polynésie et le Sahara ?

Au départ, la création de notre association est venue de copains qui, dans l'Hexagone, avaient gardé le contact après leur service militaire, comme moi, ou après leur carrière dans l'armée. Ils ont constaté qu'ils étaient plusieurs à être malades des mêmes cancers. Ils avaient en commun d'être allés en Polynésie ou dans le Sahara au moment des essais nucléaires. C'est comme ça qu'est née l'Aven, en 2001, pour défendre et assister les vétérans et leurs familles. Très vite, nous avons axé nos actions sur l'accès aux dossiers médicaux, le droit à la pension, à l'indemnisation... Aujourd'hui, nous comptons 3 000 adhérents actifs.

Vous rappelez souvent que les vétérans du Sahara ne doivent pas être oubliés...

La France a effectué 210 essais nucléaires. Bien sûr, les 193 réalisés en Polynésie ont davantage marqué les esprits. Pourtant, avant le Pacifique, il y a eu le Sahara algérien, pendant la période de l'Algérie française puis après l'Indépendance. Entre 1960 et 1966, dix-sept expériences nucléaires ont été menées sur les sites d'In Ekker et de Reggane. Il y a soixante-deux ans, il y a notamment eu le tir Beryl, reconnu aujourd'hui comme l'un des plus graves accidents de tout le programme nucléaire français.

Mais dans le Sahara, ni les vétérans ni les populations ne bénéficient malheureusement des mêmes indemnisations et accompagnements qu'en Polynésie. Le sujet y est encore complexe et tabou... Sur nos 245 dossiers présentés au comité d'indemnisation (Civen), un seul a concerné un vétéran de l'Algérie.

Quelles avancées attendre pour l'indemnisation des victimes ?

Il faut augmenter le nombre de maladies radio induites dans la liste qui permet d'ouvrir un dossier auprès du Civen. J'ai bon espoir que trois à quatre de plus soient ajoutées aux vingt-trois actuelles. Le lancement d'une étude scientifique sur les maladies transgénérationnelles nous semble également très important. Nous avons collecté des témoignages concordants d'enfants et petits-enfants de vétérans victimes de cancers, mais aussi de malformations congénitales, d'allergies de peau... Et puis, nous souhaitons que les aidants des malades, les « victimes par ricochet », soient enfin reconnus. On ne prend pas assez la mesure des dégâts que crée la maladie pour les proches.